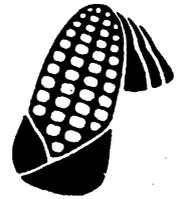




**AMÉRIQUE  
LATINE**



**D 2079 • AmL11**  
1-15 juin 1996

**MOTS-CLEFS**

*Drogue  
Ingérence  
Économie  
Violence  
Corruption  
Géopolitique  
Militaire  
Police  
Droits de l'homme*

***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

**GUERRE A LA DROGUE :  
QUI DONNE LE "CERTIFICAT"  
AUX ÉTATS-UNIS ?**

*Le président des États-Unis a publié le 1er mars 1996 sa liste des pays qui ont obtenu le "certificat", preuve annuelle de leur bonne conduite dans la lutte contre la drogue. Il y a eu cette année beaucoup de gagnants en Amérique latine et un seul perdant, la Colombie qui a été "rayée" de la liste des coopérants. Alors que la demande de drogue*

*en provenance des États-Unis ne cesse de croître, que la répression croissante utilisée pour éradiquer les cultures suscite de nombreuses protestations, voilà que de nouvelles routes de la drogue commencent à apparaître. Article paru dans Noticias Aliadas, 7 mars 1996 (hebdomadaire péruvien).*

Chaque année en mars, le président des États-Unis certifie que certains pays liés au réseau de production de drogues "coopèrent pleinement" avec Washington pour réduire le trafic de drogue. L'obtention du "certificat" signifie de grosses sommes d'argent destinées à la lutte contre la drogue de la part des États-Unis et l'accès à d'autres sources d'assistance financière.

Cette année, 31 pays du monde entier figuraient sur la liste que le président Bill Clinton devait examiner. 14 des 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes que comptait cette liste ont reçu le "certificat". Seule la Colombie n'a pas reçu le "certificat", ce qui la place parmi les nations parias comme l'Iran ou la Syrie.

Les États-Unis sont tenus par la loi de faire pression sur les bailleurs de fonds internationaux pour qu'ils refusent des crédits aux pays qui n'ont pas

été "certifiés".

La "guerre à la drogue" menée par les États-Unis a commencé officiellement en 1982 lorsque le président Ronald Reagan (1980-88) y a engagé de nouveaux moyens, y compris les forces armées.

Cette guerre s'est militarisée de plus en plus sous la présidence de George Bush (1988-92). Ensuite, l'administration du président Clinton a promis des changements dans la politique antidrogue des États-Unis. Mais la philosophie sous-jacente est la même et la sortie massive de drogue vers les États-Unis n'a connu aucun changement.

La politique américaine de gestion de ce problème dispose de plusieurs angles d'attaque : l'argent et la pression pour éradiquer les cultures productrices de drogue ; l'assistance policière et militaire pour la confiscation de la drogue et la capture des trafi-

quants, et les programmes de cultures de substitution et de "développement alternatif".

En Amérique latine, les critiques, loin de se féliciter du certificat délivré à leurs pays, attaquent le processus de certification annuelle et la répression croissante qui est utilisée pour éradiquer les cultures : "On en est venu à des actions de plus en plus répressives comme l'éradication volontaire ou forcée des cultures illégales, et à des campagnes plus nombreuses de fumigation aux herbicides et agents biologiques comme le Spike ou le Tébutiéron", déclare Ricardo Soberon, de la branche péruvienne de la Commission andine de juristes.

L'éradication forcée n'est qu'un aspect des politiques controversées - et en grande partie infructueuses - menées par les États-Unis dans toute l'Amérique latine, pour contenir la marée de drogues illégales qui pénè-

trent sur leur territoire.

Au coeur de la controverse, une différence de perspectives : pour les États-Unis, les pays fournisseurs sont l'essentiel du problème et si ces pays répriment durement le trafic de drogue, la consommation de drogue diminuera aux États-Unis. Les pays fournisseurs, pour leur part, affirment que tant que les États-Unis - premier pays consommateur de drogue dans le monde - continueront à demander des quantités de plus en plus grandes de drogues illicites, les fournisseurs trouveront toujours un moyen pour satisfaire la demande.

### **Une guerre-prétexte pour l'ingérence des USA ?**

Parmi les propositions actuellement très discutées en Amérique latine, on trouve la légalisation de l'industrie de la drogue - afin de miner les gains exorbitants qui motivent les chefs de bande ; la dépénalisation de la culture de la feuille de coca, d'où est extraite la cocaïne, tout en maintenant illégales la production et la vente de cocaïne ; des programmes pour promouvoir la commercialisation de produits légaux à base de coca (tisanes, médicaments, lotions, etc.) et l'accent mis sur le développement régional intégral pour offrir aux paysans une alternative viable à la culture de la coca.

Par ailleurs, les efforts des États-Unis ont entraîné une forte opposition en Amérique où ils sont perçus comme une hypocrisie et une menace pour la souveraineté nationale : "Cette guerre est un prétexte pour une intervention militaire et policière des États-Unis dans les pays latino-américains", dit Ernesto Vera, directeur pour l'Amérique latine de l'Organisation internationale des journalistes. "Washington ne parle jamais du marché de la drogue et encore moins de ses propres cartels et de ses caïds."

D'autres critiques disent que les politiques anti-drogues des États-Unis ne font qu'encourager de plus belle les

violations des droits de l'homme contre les paysans et favoriser la corruption au sein des forces armées, du gouvernement et des organismes chargés de l'application de la loi, sans pour autant avoir un impact réel sur le flux de drogues illégales vers le nord.

Soberon souligne les graves conséquences induites par l'implication des militaires latino-américains dans la guerre contre la drogue. "De très vastes zones rurales dans les pays andins sont sous contrôle d'officiers des forces armées et non plus de maires élus", dit Soberon. "Il est évident et de notoriété publique qu'il existe une large corruption et de fréquentes atteintes aux droits de l'homme contre les populations civiles du Pérou, de Colombie et de Bolivie, à travers ces opérations de répression anti-drogue".

### **L'échec coûteux des politiques**

Après une décennie et trois administrations successives aux États-Unis, l'idée se répand en Amérique latine que les politiques imposées et les milliards de dollars investis n'ont rien donné.

Le coût de cet échec est énorme. Le gouvernement des États-Unis estime que sa population dépense 49 milliards de dollars par an en drogues illicites - une somme comparable au PIB du Chili.

Un tel chiffre rend inévitable une corruption généralisée. Et l'ampleur de la corruption devient de plus en plus évidente : l'avenir politique du président colombien Ernesto Samper ne tient qu'à un fil : il a été accusé en effet d'avoir reçu des millions de dollars de la part des cartels pour sa campagne électorale.

Des représentants du secteur privé ont indiqué que le refus du "certificat" à la Colombie démontrait que les problèmes politiques du président Samper avaient plus de poids que la guerre contre la drogue.

De son côté, Samper a déclaré que son gouvernement "réévaluerait et réexaminerait les termes de la coopération bilatérale dans lesquels est menée conjointement la lutte contre la drogue".

Au Mexique, le frère de l'ex-président Carlos Salinas, Raúl, est en prison pour ses liens avec les cartels mexicains. L'ex-président bolivien Jaime Paz Zamora s'est vu refuser un visa pour les États-Unis, soupçonné d'avoir reçu de l'argent du narcotrafic pendant qu'il était au pouvoir. Au Pérou, ce sont plusieurs généraux qui sont accusés de narcotrafic.

### **De nouveaux centres de la drogue**

Les trois grands fournisseurs qui alimentaient l'appétit, semble-t-il insatiable, des États-Unis pour la drogue, étaient la Colombie, le Pérou et la Bolivie. Cependant, une récente enquête policière colombienne montre que, depuis l'incarcération des caïds de ce pays, l'industrie de la drogue est en train de se déplacer vers le Mexique, et que le Mexique et le Brésil vont certainement devenir les nouveaux centres de la drogue dans cette région. Mais presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont impliqués peu ou prou dans l'industrie de la drogue, souvent par le biais du blanchiment de l'argent ou comme point intermédiaire d'embarquement.

"Sans nul doute, le phénomène de la drogue doit être considéré comme un facteur déstabilisant qui peut affecter la sécurité politique, économique et militaire", affirme Giorgio Giancomelli, directeur exécutif du Programme de contrôle de la drogue à l'ONU.

*Traduction et sous-titres DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

---

**DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.**

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50  
Fax (1) 45 55 28 13.